LA GRANDE DES HOMMES PAR LA SCIENCE BELLEVE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



Ce régime social exige qu'il y ait toujours des besoins insatisfaits...





SOMMAIRE

EDITORIAL

3 De Gaulle, le plagiaire par J.P. MON

LECTURES

5, 6 Le génie de la liberté par A.PRIME

ACTUALITES

4 America über Alles par R. GRATIER DE SAINT-LOUIS

8, 9, 10Rencontres Européennes et Mondialistes par R. MARLIN

11, 12 Lu, vu, entendu

■ REFLEXIONS

14, 15 La difficile transition par L. GILOT

COURRIER

13 Des lecteurs écrivent

■ RESUME DE NOS THESES

16 L'économie distributive

ABONNEZ-VOUS

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

Règlement par chèques postaux: au C.C.P. "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris. Les réglements par mandat ou par chèque bancaire doivent être à l'ordre de:

> LA GRANDE RELEVE B.P. 108, 78110 LE VESINET

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente:

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"



Une brochure à faire lire pour votre propagande

L'ECONOMIE LIBEREE

par M - L DUBOIN

Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages, de nombreux graphiques, et très faciles à lire. Un outil de travail simple, court, efficace, facile à utiliser (22 F pièce, franco).

Et pour votre réflexion personnelle : à commander également à la Grande Relève

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

par Marie-Louise Duboin
Se lit comme un roman et
fait comprendre les
mécanismes de l'économie
actuelle et ceux d'une
économie alternative,
l'économie distributive
expliquée dans les détails.

85 F, franco

Deux rééditions d'ouvrages toujours d'actualité :

LES YEUX OUVERTS KOU L'AHURI

par jacques Duboin par Jacques Duboin 65 F, franco 65 F, franco



TELEPHONE

16 (1) 30 71 58 04 les mardi et jeudi *l'après-midi*



MINITEL

3614 code : CHEZ*REIN 24 heures sur 24



DE GAULLE LE PLAGIAIRE

par Jean-Pierre MON

La Directrice de la Grande Relève étant en mission aux Etats-Unis, i'ai la redoutable mission de préparer cet éditorial. Je l'entreprends donc ce Dimanche 17 juin. Comment en un tel jour ne pas penser avec le battage fait par la radio, la presse, la télé,... que c'est demain le cinquantième anniversaire du célèbre appel lancé de Londres par de Gaulle. Belle occasion pour tous ses thuriféraires (et ils sont nombreux!) de rivaliser de zèle pour nous chanter ses mérites, quitte quelquefois à bousculer un peu la réalité, certain n'hésitant même pas à truquer des photos dans le plus pur style stalinien (voir l'article de Suzanne Bidault dans le Monde du 16 Juin).

Moi, quoi qu'aît pu dire Malraux (
"tout le monde est, a été ou sera un
jour gaulliste") je n'ai jamais aimé de
Gaulle. Car comme le dit un chant
bien connu, mais qui actuellement
sent le soufre, "il n'est pas de
Sauveur Suprème, ni Dieu, ni
César, ni Tribun..."Bien sûr, le génie
militaire du grand homme est mis en
avant. N'est-ce pas lui qui, en effet,
avait proposé dans son livre "Vers
l'armée de métier" l'emploi massif
des chars?

De Gaulle est un plagiaire. L'idée n'est pas de lui mais du général Estienne, relayé dès 1922 à la Chambre des Députés par un jeune parlementaire qui avait servi sous ses ordres à la fin de la "Grande Guerre"., Jacques Duboin.

La séance du 14 Mars 1922 était consacrée à la discussion du projet de loi sur le recrutement de l'armée proposé par le Ministre de la Guerre, André Maginot (celui de la Ligne!). Après l'exposé du rapporteur général, Jacques Duboin pris rapidement la parole : "Vous nous demandez donc, monsieur le ministre, un crédit d'hommes, mais vous ne nous dites pas quel effort vous avez accompli jusqu'ici pour économiser ces hommes, ni celui que vous projetez pour économiser

éventuellement leur sang. Avezvous tout au moins essayé de moderniser l'armée?'

Il ne saurait être question de donner ici l'intégralité des débats. Je me bornerai à en rappeler les points forts. (Ceux que cela intéresse pourront consulter le Journal Officiel, Débats parlementaires n° 30 du 15 Mars 1922., p. 784 à 788.) "Il faut que la guerre puisse aussi rapidement que possible être transportée sur le territoire de ceux qui nous attaquent,

Une grande transformation domine la dernière guerre : l'intervention du moteur mécanique dans les transports d'abord, puis, par l'emploi de la chenille sur le champ de bataille comme arme de combat. C'est cette arme puissante et nouvelle qui a permis de terminer la guerre un an plus tôt. Ce sont les Allemands eux mêmes qui le disent.

Je demande où est l'effort du gouvernement pour moderniser l'armée. Comment expliquer dans le projet de loi la présence encore de 157.000 chevaux et de 67 régiments de cavalerie. Je ne vois même pas la création d'une direction de cette arme nouvelle : les chars de combat."

A un certain M. de Rougé qui lui demande comment on fera passer les armées quand les routes et les ponts auront sauté, J. Duboin répond: "A travers champs, mon cher collègue. Mais je vois que vous suivez mal,la discussion, car c'est précisément pour cela qu'il faut des véhicules à chenilles affranchis des routes."

Après avoir fait allusion à la marine à voile et à son remplacement par la marine à vapeur, vient la réplique célèbre: "Vous m'avez demandé ce qu'était une armée moderne. Je vais essayer de vous en donner une définition. Une armée moderne, c'est une armée qui se reconnait à l'odorat : elle sent le pétrole et ne sent pas le crottin. C'est une

armée où le moteur mécanique joue le principal rôle."

M; le rapporteur général: "Les idées exposées par notre collègue Duboin méritent d'être écoutées. Il peut apparaitre ici peut-être comme unprécurseur, mais ce sera le seul reproche que l'on pourra lui adresser. Il va beaucoup trop vite. Le problème qu'il signale à votre attention est difficile à résoudre. Vous ne pouvez pas faire des transformations brutales du jour au lendemain, supprimer le cheval et ne plus employer que des machines sans passer par une période de transition..."

Comme on le voit , J. Duboin que l'on voulait bien considérer comme un précurseur, était tout de même

accusé d'aller trop vite. L'histoire lui a pourtant donné raison. C'est encore ce qu'on lui reprochera plus tard dans le domaine de l'économie! Mais revenons au débat du 14 Mars 1922. Après avoir rappelé que les Allemands sont, eux, tout à fait conscients de la nécessité de disposer de chars pouvant se déplacer très rapidement, J. Duboin demande que l'armée française dispose surtout d'une grande mobilité, "parce que c'est la mobilité qui permet la surprise;"

Nous noterons au passage ce que certains appelleront encore le penchant "utopiste" de J. Duboin, lorsqu'il déclare: "Je demande également que nous fassions tous nos efforts pour que, si nous possédons cette force, nous arrivions à l'internationaliser et à la mettre à la disposition de la Société des Nations, car alors, messieurs, la paix du monde est assurée."

Et enfin sa conclusion: "Quand on veut moderniser une industrie, la première modification que l'on opère consiste à la "moteuriser". Eh bien, pour l'armée, c'est la même chose. La moderniser, c'est la "moteuriser"."

Tout cela a certainement dû interes-

"AMERICA UBER ALLES!"

par Renaud GRATIER DE SAINT LOUIS

A l'heure où investisseurs et journalistes ont les yeux rivés sur ce "Nouvel Eldorado" qu'est l'Europe Orientale, les récents événements d'Amérique Latine sont passés quasiment inaperçus. Pourtant, une chose est claire : les Etats-Unis renforcent leurs positions en Amérique

En l'espace de quelques mois, la Maison Blanche y a semé (directement ou indirectement) le chaos, sans pour autant provoquer l'indignation de l'ONU ou des Gouvernements Européens... La doctrine de Monroë (l'Amérique aux Américains !) semble être rede-venue une des principales préoc-cupations du gouvernement Bush (qui suit d'ailleurs une politique similaire à celle de R. Reagan à ce sujet). C'est ainsi qu'après avoir contribué à l'endiguement sanglant de l'offensive du FMLN (Front Farabundo Marti de Liberation Nationale du Salvador), les Etats-Unis renversent le Général Noriega au Panama. Motif: trafic de stupéfiant. Mais la raison de cette intervention militaire (du très joli nom de "Juste Cause" - sic -) est à chercher ailleurs. Les Etats-Unis tenaient à ce que le Canal de Panama reste entre leurs mains (il devait revenir aux Panaméens en 1999) pour pouvoir y maintenir leurs bases militaires et contrôler ainsi une grande partie de l'Amérique Latine !!

Parallèlement, les "Tuniques Bleues" déclenchent une vaste opération antidrogue en Colombie ... Mais cette lutte contre les Narco-trafiquants n'est qu'un prétexte pour nettoyer le pays de la "peste marxiste": Gauche Unie et M 19 (Mouvement de Guerilla Gevariste) deviennent alors les cibles privilégiées de la police et des militaires colombiens...

Pourtant, la grande victoire des Etats-Unis demeure sans contexte la défaite des Sandinistes aux élections de février 1990. Ce résultat est le fruit de dix ans de guerre menée par les Etats-Unis contre le Gouvernement Sandiniste (minage des ports, armement de la Contras, blocus économique). Le Nicaragua a voté UNO (Union Nationale d'Opposition qui est favorable à l'interventionnisme des Etats-Unis) pour tenter d'arrêter l'hémorragie

Suite de la page 3 ser fortement le capitaine de Gaulle qui, en 1922, était stagiaire à l'Ecole Supérieure de Guerre, après avoir été, en 1921, professeur-adjoint d'histoire à Saint-Cyr. Comment en effet supposer qu'il n'aît pas eu connaissance, dans les fonctions qui étaient, à ce moment les siennes, du débat sur le projet de loi sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la Défense Nationale? Il ne fait donc aucun doute que de Gaulle connaissait ce texte lorsqu'il écrivit "Vers l'armée de métier".

Reconnaître le rôle de précurseur de J. Duboin n'aurait pas porté trop ombrage à la gloire du grand Charles!

Les grands ont décidément de ces mesquineries...

humaine et écono-mique du pays .. La Maison Blanche est ainsi débarrassée d'un pays qui contestait sa suprématie en Amérique Latine. Mais les autorités Nord-Américaines ne sont pas pour autant satisfaites. Un écueil demeure : le bastion cubain résiste toujours, malgré les nombreuses difficultés qui le frappent de plein fouet...

Après un blocus économique de plus de trente ans, les Etats-Unis viennent de mettre au point une chaine de télévision (TV Marti) qui émet illégalement à Cuba. Face à cette agression médiatique, Fidel Castro réaffirme son inquiétude face à un éventuel conflit et avoue qu'il "sait quand commence une telle aventure, mais ne sait pas comment cela peut finir. Tout peut

arriver, même lorsque l'on voit l'absurdité de tout cela" (conférence de presse du 3 avril 1990).

Il semble désormais que l'intégration latino-américaine soit le seul rempart face à "l'Impérialisme Yankee". L'OEA (Organisation des Etats Américains) doit redoubler de vigilance si elle veut sauvegarder sa souveraineté, et par là même son identité...

Simon Bolivar 'Révolutionnaire du XIXe siècle qui tenta de fédérer les peuples d'Amérique Latine) avait vu juste quand il écrivait : "Les Etats-Unis semblent avoir été désignés par la Providence pour accabler l'Amérique de misère au nom de la l'iberté"

bloc notes

ASSOCIATIONS

G.S.E.D

Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive : 11, rue St Vincent-de-Paul 13004 MARSEILLE

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor Duruy 75015 PARIS

Llaison et Action COntre la FAim

4, square du Nouveau Belleville 75020 PARIS

EDEN

Equipes pour la diffusion d'une Economie Nouvelle : 2, rue Berthe-de-Boissieux 3800 GRENOBLE

AGIR ICI

POUR UN MONDE SOLIDAIRE 17 place de l'Argonne 75015 PARIS

IVº JEUX MONDIAUX DE LA PAIX

au Maroc, à Fez, Meknès, Ifrane, du 17 au 22 Juillet 1990. Sports - Culture - Humanisme, ouverts à tous et à tous les âges de la vie. Comité international "La Gauthière" 01200 BELLEGARDE

COMBAT NATURE

route des piles, 24750 PERIGUEUX

REVUES

TRANSVERSALES

INSEP, 31 rue de Mogador 75009 PARIS

L'HOMME LIBRE

B.P. 205 - 42005 SAINT-ETIENNE

LA LUCARNE

Mensuel édité en Belgique 11, rue du Monnel, 7500 TOURNAY

TAM-TAM

33, rue de Rénipont 1328 OHAIN (Belgique)

INFOR VIE SAINE

127, rue de Fernelmont 5020 CHAMPION (Belgique)

RENAITRE 2000

André Dumas, av. des Sablons 77230 DAMMARTIN-EN-GOELE

A FAIRE

journal de l'Aldéa

(agence de liaison pour le développement d'une économie alternative) 90 rue des Couronnes 75020 PARIS

MEDECINES PARALLELES

Recherche sur les médecines naturelles depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. Informations, conseils, annonces, adresses, ... Spécimen gratuit au lecteur sur simple demande.
Joindre seulement 3 Frs en timbre pour les frais d'envoi.
"MEDECINES PARALLELES,
Sainte Eulalie d'Ans, 24 640 CUBJAC.

"LE GENIE DE LA LIBERTE"(1)

par André PRIME

Dans notre article de Juin, la Relève, nous avons évoqué le livre de J. Julliard. Nous en donnons ciaprès un panorama plus vaste, car il s'agit d'une réflexion, d'une analyse souvent lucides et pertinentes sur le monde politique, économique, social et culturel des deux derniers siècles, et singulièrement, sur le monde actuel.

Quelques lignes directrices : Julliard, éditorialiste au Nouvel Obs est aussi directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Il est anticommuniste sans réserve, Mendésiste hier, Rocardien aujourd'hui - c'est logique -; partisan affiché de l'économie de marché, et cependant contre le capitalisme et le libéralisme en ce sens qu'ils ne permettent pas l'épanouissement de l'homme. Car Julliard est un humaniste, comme beaucoup d'intellectuels de gauche à l'heure actuelle. Mais comme tous ceux qui pensent que l'économie de marché est incontournable et qui sont progressistes, au moment de proposer des solutions, de conclure, sa pensée est peu convaincante. Et pour cause.

Nous laisserons le lecteur juger à travers de larges extraits. Mentionnons que l'auteur consacre quelques lignes à Jacques Duboin (page 172) qu'il a dû connaitre à travers André Gorz, son ex-collègue au Nouvel Obs: "La machine dont le but est d'économiser du travail se trouve aujourd'hui accusée précisément de faire ce pour quoi elle a été faite. C'est ce que Jacques Duboin, théoricien de l'abondancisme (sic) avait bien mis en valeur dans les années trente".

Introduction : comment Julliard pose le problème.

Nous vivons la fin d'une époque. Commencé le 1er août 1914 avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, le XXe siècle s'est terminé vers Noël 1989 à Bucarest, avec la liquidation de l'ordre européen et international issu de la Seconde. Désormais, à l'exception de l'Albanie, l'Europe est libre ou sur le point de l'être. Le communisme agonise. La guerre froide est liquidée.

Soixante-quinze ans : c'est peu pour le siècle qui s'achève sous nos yeux dix ans avant la date prescrite. Surtout si on le compare à celui qui l'a précédé : le XIXe. Celui-là avait commencé en avance, le 5 mai 1789, avec l'ouverture des états généraux, et ne s'est terminé qu'avec le début du premier conflit mondial, en 1914. Le XIXe a été gratifié d'un quart de siècle supplémentaire. Il le méritait. Il fut une ère de progrès scientifiques gigantesques, de paix relative et d'extension de la liberté. Le XXe. lui. a été amputé de la même durée. Il ne l'a pas volé... Jamais comme au XXe. on n'avait dépensé autant d'énergie et d'intelligence à des oeuvres de mort et de déshumanisation. Nous avons connu depuis soixante-quinze ans, c'est vrai, un progrès scientifique et technique ininterrompu; un accroissement sans précédent des niveaux de vie dans la partie industrialisée du monde. Cela, on ne l'enlèvera pas à notre époque. Pour le reste, elle restera dans l'Histoire comme une formidable régression de la conscience des civilisés..

Le génie de la liberté : alors que le socialisme réel, le seul qui mérite le commentaire politique, a basculé tout entier du côté du collectif, qu'il n'a jamais été capable de sécréter en son sein les anticorps qui lui auraient permis de résister à sa pente naturelle, la démocratie, elle, est restée toujours présente dans le siècle. Elle en a parfois accom-

pagné les excès, mais c'est en son nom que les constestataires montent à l'assaut des Bastilles qu'elle a contribué à élever.

Le socialisme, quant à lui, est né de la démocratie, nul n'en peut douter....

Alors que les socialistes sont au pouvoir...

"Telle est la difficulté de tout gouvernement socialiste. Elu par les classes populaires, il commence inévitablement par dialoguer et par négocier avec les couches bourgeoises. C'est aux hommes d'affaires, aux cadres, aux publicitaires, plus qu'aux ouvriers, aux employés et aux fonctionnaires, que le gouvernement Rocard. venant après celui de Laurent Fabius, propose des perspectives d'avenir. C'est avec les premiers que le socialisme gouvernemental. à travers une multitude de canaux officieux et de contacts informels, discute de la politique de la nation. Le forum de l'Expansion, les dîners du Siècle, les multiples colloques réunissant presque en permanence les mêmes personnages, hommes d'affaires, journalistes, intellectuels de renom, avec des ministres, membres de cabinets ministériels ou de la haute administration sont des lieux de concertation plus importants que les congrès des partis ou l'Assemblée nationale ellemême...

Quant aux syndicalistes ... au lieu d'en faire les porte-parole des travailleurs, on les transforme en otages du pouvoir...

Parmi les nombreuses raisons qui expliquent les succès actuels du Front national, et son installation durable sur la scène politique française, figure l'incapacité du Parti socialiste de se substituer au Parti communiste là où celui-ci s'effondre...Là où le PCF disparait,

on dirait que la banlieue retourne à l'état sauvage. Présent dans les centres de vote et les isoloirs, le PS ne l'est guère dans les cités HLM, les quartiers, les immeubles, les escaliers et les cours. Il n'a pas de presse à y vendre, pas de militant à y envoyer... A Dreux, lors du deuxième tour de l'élection législative partielle du 3 décembre 1989, trois ouvriers sur quatre ont voté Le Pen.

Où sont dans tout cela, les classes populaires? Nulle part. Que sont les ouvriers devenus? Rien du tout. Voyez le pouvoir socialiste. Il n'a rigoureusement rien à dire aux ouvriers, aux employés, aux fonctionnaires, sinon qu'il leur faut voter pour lui, pratiquer la grève avec modération, et n'attendre d'amélioration de leur sort que de l'accélération de la croissance économique.

Voici bien la grande régression sociale de notre société moderne; les prolétaires y sont redevenus des pauvres. Ils ont cessé de faire peur. Dans le meilleur des cas, ils font pitié. Dans le pire, on leur fait honte de leur improductivité, de la charge qu'ils représentent pour le budget social de la nation. Quand a déferlé le libéralisme des années quatrevingt-cinq, il ne faisait pas bon gagner moins de 8.000 francs par mois. On était automatiquement soupçonné de coûter cher au pays.

Depuis qu'elles ont déserté leurs syndicats et porté au pouvoir leurs représentants politiques, les classes populaires ont payé bien cher les nouveaux droits qu'elles se sont acquis : du devoir de se taire ! D'acteurs qu'ils étaient jadis, les travailleurs sont devenus des assistés. Où vit-on jamais socialistes délibérer avec les classes populaires de l'avenir de la nation ? Dans le meilleur des cas, on négocie avec eux leurs salaires.. Le plus souvent, désormais, on le leur octroie ; et les ministres socialistes, forts de leur légitimité sociale et de leur aisance à tutoyer les syndicalistes, oublient de les consulter à la veille des grandes décisions sociales.

Avec l'atténuation des luttes de classes et le refroidissement du débat politique, les clivages ont changé de nature : le principal d'entre eux n'est pas celui qui sépare le capital du travail, mais celui qui sépare les élites dirigeantes des classes laborieuses. On ne fera désormais croire à personne qu'un ministre socialiste est plus proche d'un ouvrier socialiste que d'un ancien ministre UDF. Entre un membre de la classe politique et un travailleur, il y a différence de condition : c'est beaucoup. Entre deux membres de la classe poilitique, il n'y a différence que d'opinions, c'est-à-dire pas grand-chose".

Communisme et capitalisme vus par Julliard

Bien sûr, il s'agit d'un jugement se référant à la concomitance de l'effondrement du communisme et du triomphe du capitalisme.

"Même moribond, le communisme reste désastreux. D'abord, pour ceux qui le subissent encore. Comme résidu politique, il peut en effet survivre longtemps à sa mort intellectuelle et sociale...

Quant à nous autres Occidentaux. nous n'en avons pas encore fini avec le vieux cadavre puant. La gauche européenne en particulier devra continuer à exorciser la mémoire de ceux qui l'ont compromise. Mais la pire pollution posthume que continue de produire le communisme, c'est le discrédit durable qu'il a jeté sur toute critique du capitalisme. Dans les pays de l'Est, les intellectuels et les économistes n'arrivent pas à trouver le moindre défaut à l'économie de marché. Ou, s'ils en trouvent, c'est pour en rejeter la faute sur les circonstances.

Or, nous avons grand besoin d'une critique du capitalisme. En le privant de toute contestation, on lui rend le pire des services. Voilà un étrange paradoxe : le système fondé sur la concurrence n'a plus de concurrent ! Le régime fondé sur la discussion n'est plus discuté ! Faute d'adver-

BOYCOTT DE NESTLE

D'après l'UNICEF, dix millions d'enfants souffrent de malnutrition et un million d'enfants meurent chaque année dans les pays en voie de développement, suite à un mauvais usage du biberon.

Mélangé à une eau polluée, le lait en poudre augmente fortement la fréquence des diarrhées infectieuses. Or 70 % des familles du Tiers-Monde n'ont pas accès à de l'eau potable. C'est un produit cher que l'on économise, d'où des doses trop faibles, surtout si la mère est analphabète. Il nécessite une stérilisation négligée pour les mêmes raisons.

L'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) a adopté le 20 mai 1981 un code de commercialisation et, en 1986, une résolution qui interdit le don de ce produit.

Nestlé, qui détient 50 % du marché des laits en poudre dans le Tiers-Monde, s'était engagé à respecter ces prescriptions. Or cette firme continue à distribuer des échantillons gratuits aux hôpitaux, aux maternités et aux mères.

Une seule façon de riposter : BOYCOTTONS NESTLE!

En plus de sa propre marque, Nestlé commercialise les produits suivants: Nescafé, Nesquick, Crunch, Rountree, Chambourcy, Gloria, La Rocheaux-fées, Montblanc, Findus, Buitoni, Herta, Maggi, Frieskies, Gourmet, Mousseline, Vittel, Nidal, Nidina, Guigoz, Cérélac. Pour plus de détails, s'adresser à Anita Hohn, le Clos du Vallon Vandel 44850 Le Cellier ou à T.D.H. 4, rue Franklin 93200 Saint-Denis

lecture

saires, le système libéral ne sait que faire de sa liberté! parce qu'il est demeuré seul sur scène, le capitalisme s'imagine qu'il est en bonne santé. Tel n'est pas le cas. L'ironie de l'Histoire est qu'il voit ses ennemis expirer au moment où il se trouve devant des problèmes qu'il est incapable de résoudre par ses propres moyens.

Les matamores de Mai 68 et les "marxistes" d'Epinay sont devenus sans le moindre effort des admirateurs inconditionnels du capitalisme, rebaptisé depuis peu "économie de marché" pour faciliter les conversions. Si nécessaire qu'elle fût -comment la récuserais-je après l'avoir si longtemps appelée de mes voeux ? -, cette conversion au réalisme n'en reste pas moins un chapitre sans grandeur dans l'histoire de la gauche française...

Sur quatre points au moins, le système fondé sur l'initiative privée et la libre entreprise se révèle incapable d'affronter spontanément les problèmes qui se posent à lui. Ce sont : le dérèglement du système monétaire international et les menaces de crise boursière à l'échelle mondiale, dont "l'accident" de l'automne 1987 a montré qu'il ne s'agissait pas d'une vaine imagination ; le retard économique du tiers monde et les risques d'explosion qu'entraine l'endette-ment d'un certain nombre de pays : l'incapacité de doter les pays industriels d'équipements collectifs suffisants (hôpitaux, écoles, loge-ments, urbanisme) ; enfin, le massacre de la nature et le gaspillage des ressources naturelles...

Il m'a semblé que ce capitalisme faisait un bien mauvais usage de cette conjoncture exceptionnelle (2). Au lieu de se lancer dans l'aventure, il se vautre dans la satisfaction. Après les bourgeois conquérants, les bourgeois concupiscents. Au lieu de la morale du capital, l'immoralité du fric. Or le capitalisme n'est vainqueur que par forfait. Devant les grands défis du monde moderne, le désordre, la pauvreté,

la violence, l'insignifiance, la dégradation de la biosphère, il est à peu près sans voix. Nous n'avons plus, pour nous abstenir de critiquer, l'excuse de voir en lui un moindre mal. Le communisme est mort. Le socialisme est impuissant. Le temps de l'anticapitalisme commence."

Solution Julliard : une socialdémocratie moderne

"Dans le précédent chapitre, j'ai examiné les chances d'un socialisme rénové de dessiner une voie originale entre les décombres du communisme et les grandes constructions vides du capitalisme. La social-démocratie n'a jamais été une spécialité française... Il était assurément nécessaire que le Parti socialiste français se rapprochât de l'esprit social-démocrate. C'est d'ailleurs ce qu'il a entrepris de faire, sous l'empire de François Mitterrand... et de la nécessité. Existait-il un autre choix ? C'est ainsi que les socialistes ont accepté sans ambiguïté, et apparemment sans esprit de retour, l'économie de marché et la légitimité du profit, l'indexation des augmentations de salaire sur le rythme de l'expansion et non sur celui de l'inflation, la concertation sociale de préférence à la lutte des classes...

L'Histoire, pas plus que le temps, ne s'arrête. Si, aujourd'hui nous sommes tentés de dire qu'il n'y a pas d'au-delà de la démocratie, il y bel et bien un au-delà de la social-démocratie; et, si nous sommes bien en peine d'imaginer un au-delà de l'économie de marché, nous devons pourtant concevoir un au-delà de l'économie tout court.

Il y a aujourd'hui pour les modernistes du PS, les seuls capables d'offrir un avenir à ce parti, deux façons de concevoir leur rôle. La première consiste à s'installer confortablement au centre et à gouverner conformément aux attentes des classes moyennes : en deçà de la social-démocratie. La

seconde consiste à renoncer à faire du neuf avec du vieux et à se décider à faire du neuf avec du neuf. Autrement dit, à gouverner audelà de la social-démocratie, audelà aussi de la tyrannie économique. C'est, dans l'ensemble, la première voie qu'ont choisie successivement Laurent Fabius et même Michel Rocard, le second en particulier, avec un succès public évident que traduisent l'excellence des sondages et le désarroi de la droite. Pour le moment, Michel Rocard n'a pas ouvert à ses adversaires la moindre faille dans laquelle ceux-ci pourraient s'engouffrer. Les leaders de la droite le confient en privé : ils n'ont fondamentalement rien à reprocher à la politique que poursuit le Premier Ministre".

Ces dernières réflexions marquent la limite de la pensée de Julliard, souvent riche. Son attachement à l'économie de marché le conduit forcément à une impasse, même si dans la dernière page de son livre, il y a des considérations d'ordre plus général qui, isolées, pourraient nous le faire apparaître comme un socialiste à part entière :

"J'exprime ici ma conviction que le crépuscule du communisme marque aussi, pour le panéconomisme qu'est devenue la société capitaliste, le commencement de la fin"

Et après avoir remarqué que tous les plus grands théoriciens du système industriel et capitaliste en ont souligné le caractère transitoire, il conclut :

"Il est temps de faire à l'égard du capitalisme comme Auguste Comte en usait à l'égard du Dieu de la métaphysique : le renvoyer après l'avoir remercié des services rendus. Nous ne vivons pas la fin de l'histoire".

⁽¹⁾ J. JULLIARD, Editions du Seuil

⁽²⁾ La mort du communisme

RENCONTRES EUROPEENNES ET MONDIALISTES (1ère partie)

par René MARLIN

Parmi les innombrables réunions qui ont lieu aux quatre coins du monde, nous en avons retenu trois auxquelles nous avons assisté personnellement et où des questions qui intéressent, croyons-nous, les lecteurs de la Grande Relève ont été traitées. L'une était placée dans la perspective de l'Europe qui se fait, les deux autres avaient trait au monde en devenir.

Environnement et construction européenne

Un colloque s'est tenu sous ce titre, le 9 mai 1990, à la Cité des Sciences et de l'Industrie de Paris-La Villette. Il a rassemblé plus de vingt intervenants choisis parmi des chercheurs, des scientifiques, des décideurs et des politiques qui se sont exprimés devant environ trois cents invités rassemblés par Eurocité, centre de ressources et d'information sur l'Europe fondé par les responsables de la Cité.

Le sujet fut divisé en trois parties animées chacune par un journaliste, avec un invité d'honneur et quatre ou cinq spécialistes disposant de quelques minutes pour exposer un problème précis. Après chaque partie les auditeurs furent invités à poser, par écrit, des questions aux orateurs de leur choix. Une Tribune a réuni en fin d'après-midi la plupart des participants. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs a prononcé une allocation de clôture.

La première partie fut animée par Jacques Paugam, journaliste à FR3, avec comme président de séance Francesco di Castri, président du programme Scope-Comité scientifique mondial sur les problèmes de l'environnement. Intitulée "Recherche et écologie", elle eut comme but de faire le point sur les progrès scientifiques résultant des grands projets européens et de donner une vision globale des équilibres planétaires. A ce propos, le président a bien expliqué d'entrée que si l'Europe pollue, plus de la moitié des grandes difficultés rencontrées présentent un caractère extraeuropéen donc planétaire, puis il n'en fut plus parlé, sauf pour constater qu'il n'existe aucune instance au plan mondial pour s'occuper de régler ces urgences. D'autres seront plus conséquents comme on le verra plus loin.

Toutes les grandes pollutions qui nous menacent furent répertoriées et l'on fit état des travaux, en particulier des mesures scientifiques exécutées sous les auspices du projet européen Eureka, de la Commission des Communautés Européennes et du Centre National d'Etudes Spatiales. Francesco di Castri déplora l'insuffisance des rapports entre scientifiques et politiciens évaluant à 3 ou 5 % les propositions des premiers qui sont suivies d'effet.

On s'éleva jusqu'aux grandes interrogations philosophiques, pour s'accorder sur la disparition des clivages entre physique et métaphysique et l'on retomba ici et maintenant pour constater la difficulté de contraindre les états de la CEE, par exemple à interdire la fabrication de produits non biodégradables.

L'animateur de la seconde partie fut François Roche, rédacteur en chef de "A pour affaires économiques", avec, comme invitée d'honneur Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen et actuelle présidente du Comité Français pour l'environnement. On y parla d'une politique européenne dans ce domaine ; pour conclure que, sur la centaine d'actes réglementaires édictés depuis 1972-73, bien peu étaient réellement appliqués. On y dressa le palmarès des bons élèves : RFA, Pays-Bas et Danemark, des moyens dont la France, et des médiocres. En réalité, le droit communautaire est ignoré de la plupart des nations. Pour être applicables les directives européennes doivent être ratifiées par les parlements nationaux. Dans la situation présente, les sanctions ne sont nullement dissuasives. II faudrait une Haute Autorité communautaire et un inspectorat qui fonctionne, ce qui n'est pas le cas. Se référant aux traditions différentes des états, notamment en matière de démographie, Simone Veil se demanda si une synthèse entre développement et environnement est possible ; pour se consoler en plaidant que sans la CEE, la situation serait pire...

Le début d'après-midi était consacré à "Environnement : nouvel exercice de la démocratie" et placé sous la présidence de notre ami Jacques Robin, médecin, directeur de "Transversales Science-Culture" (1). Les invités d'honneur étaient : Michel Barnier député RPR. rapporteur spécial du budget de l'environnement et Huguette Bouchardeau député, ancien ministre, présidente pour la France de l'Entente européenne pour l'environnement. L'animateur fut André Dumas, journaliste à Europe 1. Robert Picht, vice-président de la fondation européenne de la culture à Amsterdam, reconnut la nécessité de revoir nos modes de pensée. Hans Scheuer, de la Commission des Communautés Européennes à Bruxelles, insista sur l'information et l'éducation du citoyen européen. David Cabot, conseiller spécial auprès du premier ministre irlandais, promit que la présidence irlandaise de la CEE se terminerait avec une déclaration majeure sur ces

Jacques Robin ne manqua pas de s'interroger sur notre modèle de croissance dont il craint le pire, surtout après 1992. Il fit bien la distinction entre l'écologie, science fondamentale, et l'environnement, techno-science soumise aux aléas de la finance et de la politique. Enfin, il évoqua l'exigence d'une écologie planétaire et d'un changement économique, pour aller vers une économie plus distributive. Michel Barnier et Huguette Bouchardeau parlèrent des difficultés de leur travail quotidien au Parlement. Le premier venait de déclarer à la télévision, fin avril, que le combat contre la pollution coûterait cher et que le pays ne pourrait pas le mener sans un prélèvement important sur les dépenses militaires.

Nous lui avons donc demandé s'il maintenait cette position, ce qu'en pensaient ses amis politiques et ce qu'il pourrait faire concrètement. A notre surprise, la question ne fut écartée ni par les organisateurs, ni par l'intéressé. L'assistance fut sensible au courage de Michel Barnier qui avoua s'être fait "engueuler" par ses collègues de parti, mais se dit décidé à poursuivre dans cette voie et prêt à proposer un transfert de 5 % des crédits d'armement vers le budget de l'environnement. Bravo, mais c'est une proposition malheureusement irréaliste souvent avancée, jamais suivie d'effet.

Assises du mondialisme

Elles eurent lieu à la mairie de Tours, comme nous l'avions annoncé, du 24 au 28 avril 1990. Au rythme de cinq le matin et de cinq l'après-midi, une quarantaine de conférenciers se sont succédé à la tribune. A partir de 18 heures environ, un débat public clôturait la journée. Le mardi 24 avril fut consacré à une conférence de presse boudée par les journalistes. même locaux, puisque seul Pierre Imbert de la "Nouvelle République du Centre-Ouest" assista à la réunion. Aucun autre journal que celui-ci et le "Courrier Français de Touraine" n'a assuré, à notre connaissance une couverture convenable des réunions. Claude Tellier, responsable du centrer tourangeau des Citoyens du Monde, remarquable organisateur, remercia la municipalité menée par Jean Royer de lui avoir donné l'hospitalité de la Grande Salle des Fêtes de l'Hôtel de Ville. Il prononça une brillante allocution d'ouverture, mettant chacun des habitants de cette planète devant ses responsabilités face aux menaces de tous ordres qui l'assaillent.

Parmi les interventions du premier iour, citons celle du docteur Jacques Mongnet de l'Association des Médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire. qui dénonca la mainmise des militaires français sur l'économie de la Polynésie. Yves Angelloz annonça que les prochains "Jeux mondiaux de la Paix" qui doivent "vider les tribunes et emplir les stades" auront lieu au Maroc, du 17 au 22 juillet 1990. Pierre Cochery du MURS (2) a traité de la responsabilité des scientifiques, particulièrement en ce qui concerne l'arme nucléaire. Il s'est montré optimiste sur l'avenir des relations entre les grandes puissances. Cette journée a été marquée aussi par l'absence d'Edgar Morin qui devait traiter de la "paix par la conscience planétaire" et surtout la défection de Bernard Benson pour de regrettables raisons financières. Roland Nivet du Mouvement de la Paix a dénoncé le maintien des dépenses d'armement françaises. J.M. Lavieille de l'Université de Limoges s'est attaqué au complexe scientifico-militaro-industriel et a rappelé les sondages d'opinion favorables, en France, à une réduction des crédits militaires. Bernard Maire a évoqué la mémoire de son frère Gabriel, prêtre et fondateur du Mouvement Populaire des Citovens du Monde, assassiné

le 23 décembre 1989 à Vitoria (Brésil) où il travaillait, dans sa paroisse, en faveur des déshérités. Il a demandé justice.

Le jeudi 26 était consacré au développement mondial. Jean-Marie Fardeau, d'Agir ici, a parlé du sommet des sept pays les plus pauvres et annoncé la fondation d'un observatoire international permanent du développement et de la démocratie. Franco Bettoli a rappelé l'existence d'Emmaüs-International qui a participé au financement des Assises.

Dorin Hehn, esperantiste roumain. s'est félicité de l'accession de son pays à la démocratie et a fait part de sa crainte d'une renaissance des nationalismes. Daniel Durand du Fonds Mondial de Solidarité contre la Faim, création des Citoyens du Monde et du Congrès des Peuples a précisé qu'il s'agissait d'une institution transnationale et mutualiste d'aide ponctuelle aux affamés du Tiers-Monde. Maribel Wolf de Terre des Hommes a parlé de la démocratie en relation avec le sous développement. Elle a très bien stigmatisé les informations partielles ou fausses propagées dans les grands médias par des iournalistes carriéristes, donnant l'exemple du Panama où les bombardements par les troupes des Etats-Unis avaient proportionnellement à la population, beaucoup plus de morts qu'en Roumanie, dans l'indifférence presque générale des grands organes internationaux. Jeanne Bisilliat a examiné la subordination des femmes en rapport avec le sous-développement.

Alexandre Marc a soutenu sa thèse fédéraliste intégrale troisième voie nécessaire, d'après lui, entre la

Souscription permanente Pour que Vive la Grande Relève

R. Lahrer 40 - J.P. Salge 50 - J. Donadio 40 - G. Beaux 90 - H. Hesto 190 - Mme Colline 240 - H. Escurpeyrat 1.000 - Heuschen 67,48 - Mme Wittwer 190 - Mme Blaye 25 - C. Tarle 40 - R. Labesse

390 - Mle Théric 195 - R. Carpentier 100 - J.P. Dufour 145 - F. Lobre 90 -J. Save 40 - G. Le Strat 40 - J.J. Filhos 40 - Mme Lahens 300 - Ch. Galtier 40.- Anonyme 3.000

Total 6.352,48 F. Merci à tous!

actualité

capitalisme et le communisme. Il a rappelé que Jacques Duboin avait, le premier, dénoncé le régime économique qui entraine la misère dans l'abondance, mais a cru nécessaire de répéter ses préjugés contre le distributisme (3). Thèses contre lesquelles nous nous sommes évidemment élevés. Enfin Charles Loriant, président du Mouvement vers une Autogestion Distributive a excellemment exposé aux mondialistes pourquoi l'économie distributive était une alternative crédible et incontournable. Au cours du débat et lors d'une réunion des associations, le 29 avril, Charles Loriant a fait état de son projet de banque de données interassociative et interdisciplinaire avec un certain succès auprès des responsables présents qui ont adopté une motion finale de soutien.

Les interventions du 27 avril étaient placées sous le titre général :"Sauvegarder la biosphère". Alfreda Maruska, médecin lituanien, membre des "verts", s'exprimant en esperanto a dit son opposition à l'industrie nucléaire soviétique et aux bases aériennes. Pour "Nature et progrès". Marc Trouilloud a dit son opposition à l'agriculture chimique et Isabelle Totikaev d'Ecopora-France a déploré la déforestation de l'Amazonie. La communauté Baha'ie était représentée par Wytze Bos du Canada qui s'est rallié au fédéralisme au nom de l'existence de Dieu.

Un espérantiste de RFA, le docteur Günther, a rappelé toutes les menaces qui pèsent sur notre terre et a lancé un appel pour un meilleur contrôle global de l'environnement. La présidente en exercice du Congrès des Peuples, Muriel Saragoussi, chercheur à Manaus, a proposé un pacte amazonien de sauvegarde.

Enfin Michel Beaud du groupe pour l'appel de Vezelay a défini les réflexions du groupe sur les risques technologiques majeurs, il a précisé les solutions à éviter et les voies qui paraissent prometteuses. Michel Beaud tient aussi dans "Le Monde" une rubrique intitulée "A travers les

revues". Malgré un échange de correspondances, il n'a pas cru devoir faire la moindre allusion à notre publication. Nous lui en avons demandé la raison et plus généralement pourquoi les professionnels de l'information font le silence sur le distributisme et le mondialisme. Il nous a répondu qu'il n'était pas journaliste mais universitaire, qu'il écrirait sur l'économie distributive si, un jour, le thème général de sa chronique s'y prête. Il a ajouté qu'à son avis, les journalistes attendent tous qu'un de leurs collèques aborde les thèmes qui nous intéressent pour en parler eux-mêmes !.. Cette réponse n'a pas modifié la piètre opinion que nous avions déjà sur le sens de la responsabilité des maîtres des médias dont le métier, capital en régime démocratique, devrait être, en principe, d'informer l'opinion aussi complètement que possible.

Le 28 avril, dernier jour des réunions publiques, nous avons entendu Marie Serpereau du Groupe Français d'éducation nouvelle parler de "Citoyenneté et savoir" et Alain Raphestan, maire de Fussy (Cher), témoigner de son expérience de premier magistrat de l'une des 950 communes mondialisées. Badi Lenz a soutenu sa thèse d'une seconde chambre populaire auprès de l'A.G. des Nations Unies. Alain Faure, président d'Amnesty France, a expliqué la position de son association face à la raison d'Etat.

L'après-midi, Guy Héraud, ancien candidat à la présidence de la République, a donné un aperçu théorique du fédéralisme, depuis le maître Proudhon jusqu'à Denis de Rougement et des fédérations locales jusqu'à la fédération mondiale. Les voies et moyens du mondialisme furent dénombrés par Georges Bernard, directeur honoraire de recherches au CNRS et membre du Mouvement Universel pour une Fédération Mondiale. Et la séance fut clôturée par Roger Wellhof, directeur du Registre International qui a rappelé les raisons pour lesquelles l'enregistrement des Citoyens du Monde reste nécessaire face aux dangers qui menacent actuellement la vie sur Terre

Mais celui qui retint évidemment l'attention des 450 personnes présentes fut évidemment l'Abbé Pierre Grouès, fondateur des Compagnons d'Emmaüs. Il suscita l'émotion parmi les plus anciens mondialistes, en rappelant la part prépondérante qu'il prit au premier congrès de ce qui était alors le Mouvement Universel pour une Confédération Mondiale à Montreux. en 1947. Il évoqua ses rencontres avec Lord Boyd Orr, premier président de la FAO et avec Stringfellow Barr, auteur de "Let's join the human race" (Chicago 1950) ainsi qu'avec Albert Einstein. Il termina en stigmatisant les positions racistes, face aux réalités de la démographie mondiale, et en lançant un appel à la jeunesse pour qu'elle l'aide à lutter contre la faim et la souffrance.

(à suivre)

Pour vous aider dans votre action pour populariser l'Economie Distributive,

noubliez pas que vous pouvez vous procurer auprès de la Grande Relève :

Souscription Exceptionnelle:

André Prime : 1 000Frs. Suivez le bon exemple!

⁽¹⁾ Voir nos blocs-notes

⁽²⁾ Mouvement Universel pour la responsabilité scientifique. Président Jean Dausset Prix Nobel de médecine.

⁽³⁾ Voir notamment "L'économie à l'Institut d'études mondialistes" GR n° 871 et Courrier des lecteurs, GR n° 874.

L'argent, mauvais maître

H.M. de Guérande (L.A.) est exaspéré d'entendre répéter qu'il n'existerait aucun projet de société susceptible de se substituer aux modèles connus et pratiqués. Pour lui, cette absence de pensée novatrice vient de l'importance donnée à l'argent dans toutes nos institutions.

"La civilisation de l'argent est et reste une civilisation de loups cherchant furieux par concurrence, à s'entre-tuer, où l'homme entre en conflit constant avec autrui. Tout individu, s'il veut survivre, a l'obligation de tromper son partenaire, de ruser avec sa bonne conscience, de se faire courtisan, de prostituer son talent au service de la plus pernicieuse des causes : celle de l'accumulation des profits dans l'investissement, au bénéfice principal d'une oligarchie.

N'est-ce pas, en conséquence, aller se perdre dans les voeux pieux que d'en appeler après les idéaux de justice et de paix, que de bâtir des de développement plans généreusement humains, que d'espérer lutter de façon efficace et durable contre la misère et la faim dans le monde en escamotant la d'une nécessité opération chirurgicale dans les usages monétaires datant de Babylone ? C'est le cadre économique, avec ses règles défiant le sens commun, qui porte la responsabilité de cette décadence de notre civilisation sur le plan morall et humain. Infantilisé par les propagandes, absorbé par ses soucis quotidiens, livré à un travail souvent sans attrait, l'individu finit par se déspiritualiser, perdant toute chance de reconquérir sa dignité. La finalité du progrès ne saurait être ni la prospérité du commerce bancaire. l'enrichissement d'une oligarchie, moins encore le règne d'une ploutocratie. Elle doit viser avant tout la sécurité d'un revenu pour tous, l'élévation constante du niveau des approvisionnements utiles, après suppression des gaspillages et intelligente planisation de l'emploi qualifié rendu à des tâches socialement utiles et moralement

saines. l'enrichissement du loisir. l'expansion des activités libres, là où l'homme retrouve un peu de sa dignité et l'occasion d'être considéré.

Enfin, une économie humaine, cela signifie encore l'établissement d'un ordre hiérarchique fondé sur d'autres critères que le gain, un ordre de valeurs honorables où le profit n'exerce plus son dictat pardessus le besoin humain, où l'homme cultivé acquiert la primauté sur le marchand analphabète, sur le fripon enrichi.

C'est une civilisation où l'homme s'accomplit totalement, à la fois pour lui-même et au service du bien commun. Nous en sommes fort loin.

(Ouest-France, 3 mai)

Redressement des grandes entreprises françaises

Les Grandes Entreprises auraient déniché la "recette miracle" qui a permis une explosion de leurs bénéfices depuis 1984. Pour l'essentiel. les mystérieux ingrédients de cette panacée seraient:"Produire plus et gagner (beaucoup) plus avec moins de salariés"...

.. Conséquences : les bénéfices en 89 se chiffrent à + 562 % (francs constants). La France est devenue troisième investisseur mondial derrière la RFA. Le "Financial Times" tresse une couronne de lauriers au président Mitterrand sacré pour la circonstance "meilleur monétariste".(...) "Qui a été le plus disposé à accepter un taux de chômage élevé afin de débarrasser son pays du fléau de l'inflation". (...) Entre 88 et 89 la masse monétaire n'a augmenté que de + 53 % en France pour 142 % en Grande-Bretagne. Le "Financial Times" souligne en outre que : "Le gouvernement socialiste Mitterrand n'a permis augmentation réelle des salaires que de moins de 6 %, pendant la même période le gouvernement (ultra-libéraliste) de Madame Thatcher aura concédé 20 %".

(Courrier Picard du 21 avril, transmis par J.M.N., Neuilly-sur-Seine)

Partager le travail, solution au chômage

Etienne Vignon n'en doute pas. Les économies occidentales sont dans un cycle durable de sous-emploi, du fait de l'amélioration constante de la productivité et des rigidités du marché de l'emploi, notamment sur le plan salarial." On produit de plus en plus d'exclus quand la richesse s'accroit" note-t-il avec un certain pessimisme.

Présent à Angoulême, ce week-end pour une conférence devant le mouvement des cadres chrétiens. l'ingénieur en retraite a défendu le point numéro un de sa thèse : c'est par le partage et l'aménagement du temps de travail que le pays peut sortir de la spirale négative qui condamne plus de deux millions de personnes à l'inactivité.

Partager le travail implique une réflexion sur le rôle social de chacun et son utilité dans l'entreprise. Etienne Vignon n'hésite pas à dire qu'on peut souvent se passer du plus indispensable des salariés ou des employeurs. Si le partage du temps de travail implique aussi un partage des revenus "cela peut être compris

de chacun" le gisement d'emplois à exploiter se trouve aussi dans les services marchands et non marchands, dans les "aides à la les activités personne", d'accompagnement scolaire, etc...

Pour l'auteur de "Le travail demain, un privilège ? ", les blocages sociaux qui paralysent ce type de réforme nécessitent "un vrai changement de mentalité" et un "acheminement différent des revenus". A noter que Georges Chavanes, ancien collègue d'école préparatoire de Georges Vignon, a préfacé son ouvrage.

(Charente Libre du 14 mai, transmis par M.D. Angoulême)

NDLR: Partager le travail ne suffit pas. Il faut aussi solvabiliser les consommateurs et décourager la spéculation. The *** State System and the

lu, vu entendu

Le Japon au secours du Baugeois La signature en septembre dernier, dans la grande salle du château de Baugé, de l'acte de vente, par la municipalité, de 200 hectares au groupe japonais Ogisaka, pour la réalisation d'un golf, d'un plan d'eau et d'un complexe hôtelier, est lourde de symboles et préfigure peut-être ce que nous réservent les années à venir. Le Baugeois est le "pays" de Maine-et-Loire le plus menacé par la dépopulation et la désertification. Région de tradition et d'élevage extensif, son avenir agricole est condamné et la politique européenne de "jachère" la menace particulièrement.

Par contre, géographiquement, le Baugeois a des atouts extraordinaires. A mi-chemin entre la capitale et la côte atlantique, à quelques lieues des châteaux de la Loire, il est traversé par l'autoroute Océane, par le TGV qui s'arrête au Mans et Angers, et, dans les années à venir, l'aéroport de Seiches-Marcé sera à deux pas.

En achetant les 200 hectares des Bordes et du moulin de Fougère, sur les communes de Baugé et Pontigné, au prix de 22.000 F. l'hectare, ce ne sont pas 60 hectares de terres agricoles et 140 de marais qui, au prix du marché, valaient beaucoup moins, que le groupe Ogisaka a acquis, mais un espace dont la topographie convient aux loisirs, et qui en

même temps est magnifiquement desservi.

Nous sommes donc en présence d'un phénomène nouveau, mais qui risque de se généraliser dans nos belles campagnes, à savoir, le remplacement de l'espace agricole par des espaces de loisirs. Et comme par hasard, c'est un groupe venu de la première puissance financière du monde qui choisit de venir y investir.

Là où Angers vient d'échouer pour un projet industriel (Subaru), Baugé réussit avec un projet de loisirs. Toute une région applaudit.

(article de la revue trimestrielle l'Anjou, transmis par J.G., Tours)

Et ce mois-ci avez-vous pensé à faire un nouvel abonné à la Grande Relève ?

initiatives

L'article de Henri Muller (1) publié dans "Départements et Communes" de l'Association des Maires de France a été transmis à Alain Carignon, Maire de Grenoble, ancien Ministre, par un de nos amis qui a reçu la réponse suivante :

"J'ai pris connaissance avec beaucoup d'attention de votre correpondance à laquelle était joint un article de presse très intéressant exposant l'idée originale et conviviale de Monsieur Henri Muller.

Comme vous-même, je suis extrêmement sensible aux nombreux problèmes de notre société parmi lesquels figurent celui des excédents alimentaires et du chômage ; et pour apporter une solution à ces maux, il est important de coordonner sur le plan pratique des initiatives positives telles que celles proposées dans cet extrait.

J'ai donc transmis à mon Adjointe Chargée des Affaires Sociales et de la Solidarité, Mademoiselle Geneviève Tchidemian, copie de votre courrier et de la coupure de presse en la priant de bien vouloir accorder une étude très sérieuse à ces différentes réflexions.

En vous remerciant pour la confiance que vous me témoignez..."

Nos camarades de l'Isère aideront certainement Alain Carignon à se souvenir de cette lettre.

(1) Voir GR nº 889, page 13

DIDEROT ...

Béatrice Didier dans "Le siècle des Lumières" (article Commerce) "L'apologie de l'Abbé Galiani est aussi une réflexion sur la faim et sur la spéculation : Le blé est comme l'air et l'eau. Si un homme avait chez lui un coffre plein de quinquina et qu'il voulût n'en vendre à ses concitoyens attaqués d'une fièvre épidémique qu'à un certain prix qui serait au-dessus de leurs moyens, parce que l'étranger lui en offrirait davantage, que ce quinquina lui appartient et qu'il ne doit le sacrifice de son intérêt personnel à personne ; on enfoncerait les portes de cet homme, on briserait son coffre, on mettrait à côté l'argent du quinquina qu'on prendrait et l'on ferait bien. Quoi donc ! La fièvre épidémique est-elle une maladie plus dangereuse que la disette et la faim ?".

Diderot, Oeuvres complètes, t. VIII, p. 800 (transmis par R.C. Paris 12e)

J'apprécie beaucoup le contenu de votre revue dont les idées sont les seules viables au regard du tohubohu social et économique dans lequel nous sommes plongés actuellement ; la seule condition qui me parait essentielle à leur application étant la nécessité de changer le coeur et la mentalité de l'homme au niveau individuel : l'égoïsme forcené qui s'étale partout pourrait se révéler un obstacle majeur à la répartition harmonieuse des biens. Et une des preuves de cette hypothèse, c'est la difficulté à intéresser les gens à vos idées et à leur diffusion. Je prête ou donne souvent des numéros anciens, mais il est rare de rencontrer un écho!... Peu importe.

R.R., Boulogne-Billancourt

Bien qu'âgé de 82 ans, j'ai plaisir à lire et à soutenir votre action.

Cependant, comme Proudhon, je pense que les hommes auront la société qu'ils méritent et qu'il leur appartient de construire de leurs propres mains.

Par exemple : coop de distribution,, autogestion (autrefois nous disions coop de production...), mutualité ... (mais de vraies mutuelles) tout en utilisant le cadre de la société actuelle.

Proudhon parlait de plusieurs siècles pour faire passer "la Déclaration des Droits de l'Homme" dans les faits....

Il faut changer l'Homme!

F.V., Angoulême

Depuis 45 ans, je suis abonné à la Grande Relève et je défends autour de moi les idées d'économie distributive, reçues, vous vous en doutez avec beaucoup de réserves et surtout de méconnaissance.

Vos thèses sont pourtant de plus en plus d'actualité, mais les hommes en sont encore à la caverne de Platon, enchainés face à un mur et n'apercevant que quelques ombres qui s'agitent dans leur dos !

Cependant parfois, à la radio, à la télé ou dans les journaux, quelques courageux commencent à "oser" parler de l'Economie Distributive. J'en veux pour preuve l'article suivant relevé dans l'éditorial de la revue Ciel et Espace : "Nous sommes des impatients, des impatients qui, jamais de leur vivant, ne voyageront dans les étoiles, n'admireront les beautés glacées des anneaux de Saturne, ne marcheront sur Mars ou ne joueront de la faible gravité lunaire... Si nous y avons rêvé en 1969, nous savons aujourd'hui que ces moments ne seront jamais nôtres, condamnés que nous sommes à apprendre la vie sur la Terre. Revers logique d'une histoire où l'espèce dominante ignore et flétrit la nature. entretient despotes et seigneurs de la guerre, conserve misère et inégalité en l'absence d'économie distributive des richesses! Autant de côtés obscurs qui nous barrent les routes du ciel cédant seules aux imaginations des frissons de voyage.".

Goutte à goutte, la coupe se remplit, mais il est fort à craindre que nous ne serons plus là pour en déguster le nectar!

A.D., Orléans

.. Il faut dire que dans la masse des publications qui encombrent ma boite à lettres, il en est au moins deux que j'ouvre sans rechigner : la GR et le DIPLO (Monde Diplomatique, est-il décent de la préciser ?).

Bravo pour la couverture du dernier numéro. C'est ça, exactement ça ! Quel beau monde ! Dommage quand même que le graphisme ne soit pas plus clair, le dessin moins confus et plus complet. Je verrais bien une affiche promotionnelle sur ce thème, mais mieux servi.

Lors d'un précédent échange épistolaire (déjà lointain, arrêtez la pendule!) vous m'invitiez à faire profiter le journal de ma facilité d'écriture. Je n'ai pas oublié, mais ma rencontre avec la vision distributiste du monde des humains est encore fraiche. Même pas une décennie, pensez-donc! Vu la lenteur de nos esprits.. Il faut laisser à l'arbre le temps de se charpenter avant de lui faire porter des fruits.

Et puis, braves gens, il me faut vous dire que j'ai la prétention de m'autogérer. Ainsi, en dehors de ma profession nourricière, je construis ma maison, je change l'embrayage de ma (vieille) voiture, je répare le lave-linge ou la télévision, j'essaie de lire un livre par mois, d'apprendre les leçons à ma fille sans oublier de cultiver les fraises et les salades.

Bref, j'en fais trop ! Mais comment faire dans cette société où il faut se battre comme travailleur, comme consommateur, comme parent d'élève, comme, comme, comme... etc ?

En plus, me voilà élu conseiller municipal depuis un an ! Je me bats aussi pour ne pas assister à plus d'une réunion de travail par jour ! Mais je viens de m'équiper d'une petite station de PAO car j'ai décidé de faire un petit journal communal pour contrer la montée de l'irrationnel lepenniste qui grignote, qui grignote...

Ainsi, comme je me mets à l'écriture, je vais essayer de mettre ma verve au service de notre commune cause.

Sur ces bonnes paroles, je retourne à mes obligations. Il fait très chaud, je dois arroser le jardin!

J.P.D. St Estève-Janson

Je recherche aussi des amis, amies qui soient des distributistes afin de me sentir moins seul dans mes idées et aussi pour l'affection. Pourquoi pas un groupe de convivialité, un club de loisirs autour de la revue où l'on pourrait se retrouver entre amis (randonnées, sorties, sport, etc..).

R.D., Paris 12e

NDLR - Ecrire à la GR.

LA DIFFICILE TRANSITION

par Léon GILOT

Les bouleversements successifs qui ont eu lieu en URSS et dans les pays de l'Est ont pris de court nos politologues ou économistes distingués. Bien malin, en effet, serait celui qui pourrait prédire aujourd'hui comment vont évoluer ces pays sur lesquels souffle un vent de liberté. Car aux problèmes économiques s'ajoutent les conflits nationaux, religieux, culturels, lesquels sont parfois exacerbés par les difficultés quotidiennes qui incitent à chercher des boucs émissaires.

Souhaitons que M. Gorbatchev utilise ses pouvoirs présidentiels dans la bonne direction et ne sombre pas dans un dirigisme néostalinien. La façon de traiter le problème de l'indépendance de la Lituanie aura, à cet égard, valeur de test.

La mutation du communisme totalitaire vers une économie de marché, sans restauration d'une sorte de "capitalisme libéral", représente un difficile numéro d'équilibrisme. Et l'on peut être inquiet sur la remise à flot d'économies exsangues, sauf à envisager une sorte de nouveau plan Marshall. Car l'expérience de l'endettement des pays sousdéveloppés nous prouve qu'il ne suffit pas d'octrover des crédits pour rétablir un sacro-saint équilibre. Les pays endettés peuvent déjà à peine rembourser les intérêts des emprunts contractés, au détriment du niveau de vie des peuples ainsi pressurisés par les financiers internationaux.

Mais cette situation interpelle aussi les distributistes, ou tous ceux qui dans la classe politique répètent à satiété comme des perroquets les mots "égalité, solidarité" et se donnent bonne conscience avec l'instauration du RMI qui n'est pourtant qu'une bien modeste

aumône, et ne règle ni le problème de l'insertion, ni celui de la pauvreté. Les statistiques le prouvent, les inégalités s'accroissent.

Dans mon article sur "le communisme en question" (1), je suggérais une évolution vers une économie distributive mixte, et la rédaction de notre périodique me demandait de préciser ma pensée. Le problème qui nous est posé est simple. Les thèses de l'économie distributive se résument brièvement ainsi: remplacement du travail actuel par un service social pour tous, abolition du salariat par l'octroi d'un revenu social égal pour tous, remplacement de la monnaie actuelle par une monnaie de consommation non thésaurisable gagée sur la production, financement des investissements par les collectivités, suppression des impôts, la monnaie étant émise proportionnellement à la production, ce qui évite de prendre aux uns pour donner aux autres.

Or guand on connait la complexite des rouages économiques actuels et du système financier capitaliste : marchés financiers, spéculation boursière, taux d'intérêt, taux de change, etc... croire qu'on pourra changer un système aussi complexe pour le remplacer immédiatement par une économie distributive idéale relève de l'utopie. Et c'est donc bien naturellement qu'il faut envisager une période transitoire où cohabiteront forcément des rouages de l'ancien système et des mesures distributistes qui permettraient de s'orienter progressivement vers l'économie distributive, d'où cette expression "économie distributive mixte".

La Grande Relève de juillet 1989 a inséré, par exemple, un article de Guy Denizeau sur la "monnaie verte" qui permettrait de distribuer les produits de consommation excédentaires. Nos camarades du Mouvement pour l'Autogestion Distributive ont publié en septembre-octobre 1987 un numéro spécial sur les alternatives monétaires, rappelant les expériences de Wôrgl (Autriche) en 1931-1932, et de Lignières-en-Berry en 1956-1957.

De même, les travaux de l'OURS (Office Universitaire de Recherche Socialiste) (2), publiés dans son n° 186 de janvier 1988 sur la "contribution à une réponse au défi du chômage" n'ont, à mon avis, pas reçu l'accueil qu'ils méritaient.

Partant de la nécessité du partage du travail, les auteurs abordaient le problème du partage des revenus. Les salariés acceptant le travail à mi-temps recevraient un salaire proportionnel à ce temps, plus un deuxième chèque représentant un salaire technologique d'environ 40 % du salaire perdu, proportionnel au travail des machines. Le financement serait assuré par une redistribution du budget chômeur, complété par une contribution sociale. Selon les auteurs, 30 % de salariés à mi-temps permettraient de résorber le chômage. Sans doute, le passage à l'économie distributive serait préférable, mais pourquoi ne pas tenter, à titre transitoire et expérimental, cette formule de partage du travail et du deuxième chèque?

Si l'on nie la nécessité de cette période transitoire, qu'on indique alors clairement comment on peut passer subitement d'une économie mercantile à une économie distributive? J'avais déjà écrit un plaidoyer "pour une adaptation de nos thèses" qui n'a rencontré qu'incompréhension (3). Mais je n'ai reçu aucune réponse satisfaisante sur les modalités transitoires d'un passage à l'économie distributive. Puisque nous sommes à l'époque

des sondages d'opinion, je joins ciaprès un questionnaire destiné aux lecteurs et abonnés de la Grande Relève. Je souhaite qu'ils soient nombreux à y répondre.

Je crois que si nous voulons progresser et développer nos thèses dans l'opinion publique, il faut absolument pouvoir répondre aux questions sur cette période transitoire inévitable (4).

- (1) Voir GR nº 887
- (2) OURS, 86, rue de Lille 75007 Paris,

tél. 45 55 08 60

(3) Voir GR n° 838

(4) NDLR - L G.R. n' a jamais esquivé ce débat, comme en témoignent de nombreux articles.et il n'a jamais été question d'instaurer l'E.D. tout de suite. Le sondage est en ce sens un peu piégé par son auteur.

Sondage d'opinion des lecteurs de la Grande Relève

 Croyez-vous que le salariat puisse être aboli et remplacé immédiatement par un service social?

Oui - Non (1)

- Croyez-vous que la majorité de nos concitoyens serait d'accord pour percevoir de suite, à la place d'un salaire, un revenu social égal pour tous, quel que soit le travail fourni?

Oui - Non

- Pensez-vous qu'il faut, au contraire, à titre transitoire, maintenir une échelle des salaires établie en fonction de la pénibilité, la technicité, les compétences, ou les responsabilités assumées ?

Oui - Non

 Faut-il resserrer l'éventail des revenus (aujourd'hui de 1 à 6)?

Oui - Non

- De 1 à 5 ?

Oui - Non

- De 1 à 4?

Oui - Non

- De 1 à 3 ?

Oui - Non

 Est-il admissible de tolérer une échelle des patrimoines allant de 1 à 66 ?

Oui - Non

 Estimez-vous indispensable d'instaurer en priorité un revenu social égal pour toutes les personnes des catégories suivantes

- Chômeurs ?

Oui - Non

- Malades de longue durée ?

Oui - Non

- Gens âgés démunis ?

Oui - Non

- Handicapés ?

Oui - Non

- Etudiants ?

Oui - Non

 A titre indicatif, quel devrait être, pour chaque catégorie, le montant actuel du revenu social?

en Francs/mois:

- Devrait-il être ?
- personnel pour chaque membre d'une famille?

Oui- Non

- fixé pour l'ensemble du foyer ?

Oui - Non

 modulé en fonction de l'âge pour les enfants, par exemple ?

Oui - Non

 barrer le mot ne correspondant pas à votre opinion.

A retourner à la Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet

Facultatif: Nom, Prénom, Adresse.

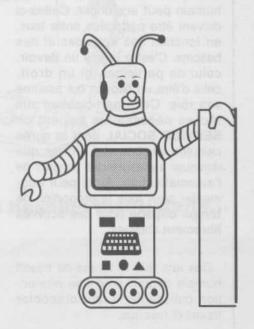
Economie et économie

Dans notre système économique on ne calcule qu'avec des chiffres qui font un maximum de profit avec ou sans produits utiles car seul l'Argent-profit compte avant toutes choses, avant autrui.

En économie distributive on compte aussi avec des chiffres mais dans l'unique but de servir avec un maximum d'initiatives et des efforts humainement répartis pour obtenir un maximum de produits.

A vous de choisir ! ...

Albert Chantraine



résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre. l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce 20e siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation; elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.

Cette « révolution de l'intelligence » est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, « la grande relève » des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'homme était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des production nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques. Il faut d'abord admettre l'idée que le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée d'un travail accompli. Et ceci nous oblige à imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à tout ce que les robots fabriquent pour tous.

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, que nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. Un monde devenu tellement absurde qu'il dépense 10 millions de francs chaque minute pour préparer la guerre, mais ne trouve pas d'ar-

gent pour empêcher des millions de gens de mourir de misère. La misère grandit quand s'ouvre l'ère de l'abondance!

Nous sommes ainsi à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoirfaire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société humaine à cette brutale transformation. Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de tous les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été imaginés et proposés par J. Duboin sous le nom d'économie distributive :

l'économie distributive

Le travail : même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois un devoir, celui de participer, et un droit, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un SERVICE SOCIAL dont la durée calculée sur une vie, ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de temps dégagé pour des activités librement choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus. Les revenus: Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son REVENU SOCIAL (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort : tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi un être économiquement indépendant.

La monnaie: Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la monnaie distributive n'est pas thésaurisable et elle ne circule pas. C'est une MONNAIE DE CONSOMMATION qui s'annule (comme s'annule un crédit) quand une production

ou un service est parvenu à son consommateur. C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

Les investissements, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production « disponible » et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer; il n'y a donc pas d'impôt et les revenus augmentent avec la production. Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne de veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en fonction des besoins, la compétitivité fait place à la convivialité.